

DOMAINE DE SASSENAGE

Les enjeux d'une reprise sans méprise



Dès l'annonce de la mise en liquidation judiciaire de l'association chargée de la gestion du Domaine de Sassenage pour le compte de la Fondation de France⁽¹⁾ — c'était en septembre dernier — le maire, Christian

Coigné, s'est immédiatement préoccupé du sort de ce fleuron du patrimoine local.

Par souci de préservation et de valorisation du site, il a en effet, au nom de la commune, en partenariat avec la Fondation de France et avec le soutien du vice-

président du conseil général chargé de la culture, proposé de porter la Ville candidate à la reprise de la gestion du Domaine.

Un projet que Sassenage en Pages⁽²⁾ vous a présenté dans les grandes lignes, mais dont voici les dernières avancées. Pour comprendre

les ambitions, les enjeux et l'intérêt pour la commune...

(1) Voir, en dernière page, la présentation des différents protagonistes de ce dossier.

(2) Lire, dans Sassenage en Pages n° 99, l'article «Le Château aux Sassenageois», en page 13, et dans Sassenage en Pages n° 100, l'article «Objectif début 2006», en page 6.

Le Domaine de Sassenage : un patrimoine à partager, un acteur essentiel du projet touristique

Dès le 22 septembre, le maire a rencontré régulièrement la Fondation de France, propriétaire du Château de Sassenage, en vue d'étudier une possible reprise de la gestion par la Ville. Présentation globale de ce projet...

Le contexte

En septembre dernier, l'association chargée de la gestion du Domaine de Sassenage pour le compte de la Fondation de France est placée en liquidation judiciaire par le tribunal de grande instance de Grenoble. S'ensuit rapidement la vente aux enchères du matériel d'entretien et d'exploitation appartenant à l'association. Malheureusement, cette ces-

sation d'activité rime avec fermeture définitive du Domaine au public. Le 22 septembre, le maire, alors en relation étroite avec la Fondation de France et avec le soutien du vice-président du conseil général chargé de la culture, obtient du conseil municipal l'autorisation de porter la commune candidate à la reprise de la gestion du Domaine de Sassenage.



Les objectifs

Le projet de reprise de la Ville s'articule autour d'un type d'exploitation différent de celui jusqu'alors pratiqué, et tend à répondre aux objectifs suivants : inscrire le Domaine au patrimoine communal, l'intégrer dans le projet touristique de la Ville, l'ouvrir à la visite du public, et donner au Château une vocation de tourisme culturel et d'affaires.

«Le Domaine de Sassenage est une pièce maîtresse de notre patrimoine, explique le maire. A ce titre, il est important que les Sassenageois puissent se le réapproprier, et qu'il soit intégré dans un produit touristique global incluant le village, le Furon et le site des Cuves.

Notre premier objectif ? La conservation de ce patrimoine. Outre un inventaire exhaustif établi, contrôlé et validé, aucune valorisation du mobilier n'existe aujourd'hui, et c'est justement ce à quoi nous allons nous atteler en priorité avec la Fondation de France, précise-t-il.

Je rappelle que le legs universel de la Marquise vise avant tout à perpétuer le nom et la mémoire de la famille Béranger. Le Domaine étant le témoin de la grandeur de cette famille, à l'échelle de la commune mais bien au-delà aussi, son ouverture au public semble tomber sous le sens, par respect pour cet héritage et pour permettre cette réappropriation dont je parlais.»

Cependant, et même si la Fondation de France et le CILF (Conseil International de la Langue Française) ont réussi le pari ambitieux de rénover le Domaine entièrement, son ouverture au public et son maintien en bon état n'est pas sans frais, loin s'en faut. Compte tenu de la volonté municipale de ne pas grever le budget de la Ville avec cette reprise, le projet prévoit donc que tous les «œufs ne soient pas mis dans le même panier» et qu'une expertise préalable des bâtiments soit par ailleurs réalisée, «pour éviter d'éventuelles mauvaises surprises».

Le concret

«Le projet prévoit deux activités distinctes dans leur exploitation financière, mais solidaires et complémentaires dans leur fonctionnement», se plaît à rappeler le maire, en l'occurrence le tourisme culturel (ouverture du parc en libre accès au public, visites guidées du Château, animations...) et le tourisme d'affaires haut de gamme (séminaires, réunions, mariages...). «Cette activité (le tourisme d'affaires) fonctionnait très bien. La relancer est, de surcroît, vital pour tendre à l'équilibre financier.»

La charge de la conservation

du patrimoine et le développement du tourisme culturel resterait sous la responsabilité directe de la mairie, et occuperait trois personnes dans un premier temps. Le tourisme d'affaires pourrait quant à lui être confié à la Sem 360 (société d'économie mixte dont la Ville est actionnaire majoritaire), ou à toute autre structure de droit privée. Là aussi, trois personnes devraient suffire.

«Ce mode de fonctionnement permettra non seulement de séparer les budgets, mais aussi de donner plus de latitude d'exploitation à l'activité du tourisme d'affaires.»

Les modalités

La charge financière totale pour assurer la conservation du patrimoine par la Ville correspondrait au montant de location et d'utilisation des locaux par l'entité en charge du tourisme d'affaires.

Enfin, la convention entre la Fondation de France et la Ville serait contractuelle pour une période d'essai — «a priori deux ans maximum» — pendant laquelle la Ville prendrait possession des lieux et vérifierait que son projet est viable sans aucun investissement lourd ; le

temps pour chacun des partenaires d'évaluer précisément les risques financiers et techniques de la procédure engagée, en vue d'éventuelles adaptations ou rectifications, de cession totale des biens à la Ville (foncier et murs) ou, si la charge ne peut pas être assumer, de retrait définitif du projet, auquel cas «chacun reprend ses billes, sans aucun dédommagement. Je rappelle qu'il s'agit d'une reprise à l'essai, sans engagement irréversible pour aucune des deux parties».

Les ambitions

Le Domaine étant un lieu de mémoire et un symbole de l'identité de la ville, la reprise de sa gestion s'inscrit dans une volonté communale forte de valorisation patrimoniale et touristique de la commune à destination de tous les publics. Dans cet esprit, il est important de connaître, protéger et restaurer le Château, mais aussi de l'animer et le valoriser. Pour conserver et accroître sa position de symbole culturel et historique, le Château doit justement pouvoir assumer des missions de recherche, conservation, protection et restauration. Leur financement pourrait d'ailleurs être assuré au moyen de subventions et autres actions de mécénat.

Bref, le Domaine constitue un «gisement» patrimonial exceptionnel qui va au-delà de l'intérêt local ; certaines pièces conservées ayant en effet un intérêt régional, voire national (meubles estampillés de grands maîtres dauphinois et parisiens notamment).

Au-delà de l'évident intérêt d'une ouverture au public, les pistes de réflexion explorées autour de l'animation et de la valorisation du site ne manquent pas : visites guidées, «ambiances» et animations thématiques (musique, théâtre...), activités de découverte pédagogiques et ludiques, expositions, publications, manifestations (Journée européenne du Patrimoine, Printemps des peintres...), galas, dégustations...



La réflexion en cours

Un comité de pilotage travaille sur la faisabilité et les modalités de réalisation du projet de reprise de la gestion du Domaine par la Ville. Lors de ses deux premières réunions, les 2 et 16 décembre dernier, le comité de pilotage a avancé sur différents points, parmi lesquels l'état des liquidités du legs, l'utilisation éventuelle de la métairie, ou encore le bilan des comptes et résultats de l'association liquidée et la présentation d'un bilan prévisionnel de gestion pour chacune des deux activités.

Les premiers éléments d'une étude légale et juridique sur le concordat entre la Fondation de France et la Ville, ainsi que sur l'exploitation du Château par une entité de droit privé pour le tourisme

d'affaires, ont en outre été portés à la connaissance des membres du comité de pilotage.

Les réponses aux courriers envoyés par ailleurs à la Fondation de France, à l'expert-comptable de l'association et au conseil général concernant respectivement le legs, une demande de précisions comptables sur la gestion, et la possibilité de subventions, sont attendues courant janvier. Elles devraient permettre entre autres d'analyser précisément la faisabilité des projets envisagés dans les deux activités, mais aussi de chiffrer et de programmer exactement les dépenses et investissements, et de définir un business plan adapté aux spécificités de chaque projet...

L'échéance visée

«En vue d'une reprise en ce début d'année, en tout cas en ce premier semestre 2006, chacun s'active pour l'obtention rapide d'un accord consensuel et exhaustif. Sachant que je me fixe pour

objectif un délai très court pour la reprise de la gestion du Château, mais pas à n'importe quel prix et ni sous n'importe quelles conditions», explique le maire.

Groupe de pilotage

Le maire : **Christian Coigné**

L'adjoint chargé du tourisme : **Jérôme Merle**

L'adjointe chargée de la vie culturelle : **Michèle Thévenoud**

Les conseillers municipaux représentant chaque groupe politique du conseil municipal : **Corinne Michel, Alain Charvier, Yves Bernard**

Le directeur général des services de la Ville : **Pierre Martin-Jarrand**

Le directeur des affaires culturelles de la Ville : **Christian Mazet**

Le président de l'office de tourisme : **Philippe Thiault**

L'ancienne responsable de l'activité économique du Château : **Isabelle Sassi**

L'ancien responsable de l'activité culturelle du Château : **Alain Jam**

Techniciens invités à l'initiative du maire : **Régine Bourgeois** (directrice financière, informatique et juridique), **Isabelle Delory-Denis** (directrice de la Sem 360), **M. Becmeur** (Architecte des bâtiments de France).

Rappel historique

La Marquise de Béranger — famille de Seigneurs puissants qui a régné pendant plusieurs siècles sur le sud du département de l'Isère — a disparu le 7 août 1973 sans aucun héritier. Il est dit qu'elle aurait souhaité céder son patrimoine à la ville de Sassenage mais que le maire de l'époque aurait refusé. Un épisode sans aucun témoignage écrit.

Quelques mois avant son décès, elle engage une procédure de donation de son patrimoine au Conseil international de la langue française (CILF). Placé sous l'égide du ministère de la culture, et compte tenu de son statut, l'organisme ne peut pas prétendre juridiquement à cet héritage. Par contre, la Fondation de France, organisme à vocation culturelle collaborant avec le CILF, est habilitée à recevoir ce legs.

Dans le cadre d'un commodat, le CILF reçoit ainsi la gestion du Domaine et la charge culturelle de cet héritage, tandis que la Fondation de France en devient propriétaire.

Pendant une trentaine d'année, le CILF, gestionnaire du patrimoine, répond donc à la charge culturelle et procède à l'inscription du Château et des mobiliers remarquables à l'inventaire du patrimoine historique de l'Etat. Cette procédure implique pour le propriétaire et le gestionnaire d'obtenir des services du patrimoine une autorisation préalable pour tous travaux de modification ou de restauration.

Le bâtiment est entièrement rénové, les jardins sont restaurés, le commodat est donc respecté.

En 2002, après une réorientation de ses missions, le CILF abandonne la gestion du Domaine de Sassenage. Son directeur crée alors une association de droit privé qui passe à son tour un commodat avec la Fondation de France pour poursuivre la gestion du Domaine.

La suite des événements — la liquidation judiciaire de ladite association en septembre dernier — est à la base de ce projet de reprise de la gestion du Château par la Ville.

